

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle Risques Chroniques  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 27 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 12/06/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IMAYE GRAPHIC**

ZI des Touches  
96 bd Henri Becquerel - BP 2159  
53000 Laval

**Références :** 2025-317\_IMAYE GRAPHIC - LAVAL\_INSP\_RAP  
**Code AIOT :** 0006303457

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement IMAYE GRAPHIC implanté ZI des Touches 96 bd Henri Becquerel - BP 2159 53000 Laval. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMAYE GRAPHIC
- ZI des Touches 96 bd Henri Becquerel - BP 2159 53000 Laval
- Code AIOT : 0006303457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations sont implantées sur la parcelle n°444 de la section AP du plan cadastral de la commune de Laval. La superficie totale du site est de 29 300 m<sup>2</sup> ; la superficie bâtie est de 12 634 m<sup>2</sup> et les autres surfaces imperméabilisées représentent une surface d'environ 8 400 m<sup>2</sup> (voies de circulation et parking en enrobé).

La société IMAYE GRAPHIC a pour activité principale la production de magazines et de documents papier. Sa consommation annuelle maximale est de 90 000 t de papier et de 1 300 t d'encre. Pour cela, elle dispose des principaux équipements suivants :

- 1 groupe d'impression (rotatives offset à séchage thermique) de type KBA avec 1

incinérateur indépendant associé (capacité de 16 pages, 1,8 t/h de papier, 25 kg/h d'encre) ;

- 2 groupes d'impression (rotatives offset à séchage thermique) de type MANROLAND avec sécheur épurateur intégré (capacité 64 pages, 5,6 t/h de papier, 80 kg/h d'encre) ;
- une aspiration des chutes, rognures et poussières de papier, associée à des compacteurs et un dépoussiéreur (filtres à manches) ;
- des installations de réfrigération et de compression (groupes froid, climatisations et compresseurs) ;
- des installations de combustion (2 chaudières de 337 kW chacune fonctionnant au gaz naturel) ;
- des dépôts de papier/carton pour un volume maximal de 8 800 m<sup>3</sup> réparti en 13 îlots d'au maximum 7 m de haut.

L'activité se déroule du dimanche 23 h au samedi 19 h.

Thèmes de l'inspection : Air / IED-MTD / Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
2	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
7	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 II	/	Demande d'action corrective	3 mois
8	Interdiction d'utiliser des huiles minérales	Arrêté Ministériel du 13/04/2022, article 4	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Protections des sols	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 4.6	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Caractéristiques des émissaires	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Contenu du dossier de réexamen	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R. 515-72	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	MTD n°16 - BREF STS	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe I - Point 2.9.5.1.3	/	Sans objet
6	MTD n°19 - BREF STS	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe I - Points 2.9.6 et 3.10.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a mis en évidence des non-conformités pour lesquelles la mise en œuvre de mesures correctives est attendue.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Traitement des fumées - conception

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des fumées - conception
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<b>Constats :</b> <p>Au cours de la visite d'inspection et pour faire suite aux constats de la précédente visite d'inspection, l'exploitant précise que le nouvel oxydateur thermique (cf. point de contrôle n°7 de la présente visite d'inspection) raccordé à la rotative KBA2 est équipé d'une sonde de température permettant de définir un seuil d'alerte (700 °C) en dessous duquel le sécheur associé à la rotative KBA2 se met à l'arrêt. Ce dispositif a été constaté lors de la visite des installations.</p> <p>A ce jour, l'exploitant ne dispose pas de registre de suivi des incidents survenus au sein des oxydateurs thermiques (date des incidents, cause des incidents, solutions apportées pour remédier</p>

aux incidents, ...). A corriger.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Respect des VLE - tableau des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le flux maximal total annuel de composés organiques volatils non méthaniques rejetés, rejets canalisés et rejets diffus, est de 47 550 kg/an.</p> <p>Les rejets des 2 cheminées des sècheurs épurateurs des rotatives de type MANROLLAND, respectent les valeurs limites suivantes.</p> <p>- 4 mg/Nm<sup>3</sup> de carbone total pour les COV non méthaniques.</p> <p>Les rejets de la cheminée de l'incinérateur extérieur dédié à la rotative KBA respectent les valeurs limites suivantes.</p> <p>- 5 mg/Nm<sup>3</sup> de carbone total pour les COV non méthaniques.</p> <p>Le flux annuel des émissions totales, qui comprend toutes les émissions à l'exclusion des solvants incinérés, ne doit pas dépasser en masse 10 % de la consommation d'encre.</p> <p>Dans le cadre de son schéma de réduction de ses émissions, l'exploitant procède à l'élaboration de son plan de gestion des solvants, PGS, et calcule la quantité de solvants détruits.</p> <p>Pour l'élaboration de son PGS, sont considérés comme des rejets canalisés, les rejets effectués par les extracteurs mentionnés dans la liste figurant en annexe ; la part de solvant résiduelle contenue dans le produit fini n'est pas comptabilisée comme émissions diffuses.</p> <p>L'incinérateur pour la rotative de type KBA est en fonction dès lors que la rotative est en production. De même, la fonction « épuration » des rotatives de type MANROLAND est en fonction dès lors qu'elles sont en production.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses, (non considérées comme canalisées), ne dépasse pas 10 % de la quantité de solvants utilisés.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courriel du 12/06/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de Bureau Veritas relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 105144797.3.R du 04/02/2025 - Intervention du 03/02/2025) portant sur les émissaires suivants : Groupe Rotative MAN1, Sécheur Rotative MAN1, Plieuse rotative MAN1, Groupes d'impression rotative MAN2, Sécheur rotative MAN2, Plieuse rotative MAN2, Sécheur épurateur rotative MAN1, Sécheur épurateur rotative MAN2, soit 8 émissaires.</p> <p>Le rapport d'essais sus-mentionné révèle les niveaux de concentration en COVT suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécheur épurateur MAN1 : 0,918 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>• Sécheur épurateur MAN2 : 0,897 mg/Nm<sup>3</sup></li> </ul> <p>Les résultats d'analyse sont conformes aux Valeurs Limites d'Emission définies par l'arrêté préfectoral du 31/05/2018.</p>

Par courriel du 12/06/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de Bureau Veritas relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 19514952/4/1 du 28/05/2025 - Intervention du 29/04/2025 au 30/04/2025) portant sur les émissaires suivants : Dépoussiéreur, Groupe d'impression rotative KBA2, Sécheur rotative KBA2, Groupe Vernis KBA2, Sécheur épurateur rotative MAN2, Incinérateur KBA2, soit 6 émissaires.

Le rapport d'essais sus-mentionné révèle les niveaux de concentration en COVT suivants :

- Nouvel oxydateur thermique KBA2 : 13,7 mg/Nm<sup>3</sup> (VLE à 4 mg/Nm<sup>3</sup>)
- Sécheur épurateur MAN2 : 17,5 mg/Nm<sup>3</sup> (VLE à 5 mg/Nm<sup>3</sup>)

**Les résultats d'analyse ne sont pas conformes aux Valeurs Limites d'Emission définies par l'arrêté préfectoral du 31/05/2018. Il convient que l'exploitant engage les mesures correctives afin de rétablir la conformité réglementaire vis-à-vis de l'arrêté préfectoral du 31/05/2018. Une nouvelle campagne de mesure doit être réalisée après la mise en œuvre des mesures correctives afin de s'assurer du retour à la conformité réglementaire.**

Le rapport d'essais présente un calcul de rendement de l'oxydateur KBA2. Ce calcul appelle les observations suivantes de la part de l'inspection :

- le calcul du rendement doit se faire sur le flux de pollution et non pas sur la concentration (observation déjà formulée lors de la précédente visite d'inspection),
- le calcul doit être effectué, soit sur le paramètre COVT, soit sur le paramètre COVnm. Le calcul présenté dans le rapport soustrait la teneur en CH<sub>4</sub> en aval mais pas en amont. Sans justification particulière, ce calcul n'apparaît pas cohérent (observation déjà formulée lors de la précédente visite d'inspection),
- Le débit sec en amont de l'oxydateur thermique KBA2 est de 362 Nm<sup>3</sup>/h alors que le débit sec en aval de l'oxydateur est 5 640 Nm<sup>3</sup>/h. Il convient de justifier cette modification du débit tout en rappelant qu'en application de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 02/02/98, la dilution des effluents est interdite et qu'en aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites ;
- Le flux de COVT entre l'amont et l'aval de l'oxydateur passe de 0,0649 kg/h à 0,0771 kg/h, ce qui n'est pas cohérent. Au regard de ces données, le rendement de l'oxydateur thermique serait nul. Il convient d'apporter des explications à ce sujet.

Par courriel en date du 24 mars 2025, la société IMAYE GRAPHIC a transmis son Plan de Gestion des Solvants de l'année 2024. L'examen du document appelle les observations suivantes de la part de l'inspection :

- Page 9/17 : Dans le PGS, les rejets des extracteurs sont considérés comme étant des rejets diffus. Ces rejets doivent être comptabilisés en O4 et non pas en O1 ;
- Page 12/17 : Justifier le choix de retenir que les solvants rejetés au sein des rejets canalisés 1 à 9 correspondent à des solvants de nettoyage et que les solvants rejetés au sein des rejets canalisés 10 à 12 correspondent à des solvants d'encres et d'additifs de nettoyage ;
- Page 12/17 : Les données reprises pour déterminer les masses de solvants issues des extracteurs et des cheminées ne sont pas correctes (7071,84 kg au lieu de 3076,668 kg et 580,96 kg au lieu de 354,116 kg) ;
- Page 16/17 : Les émissions totales de solvant sont égales à 13702,9 kg et non pas à 9027,58 kg.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Caractéristiques des émissaires

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vitesse d'éjection

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m <sup>3</sup> /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> /h.
<b>Constats :</b> La prescription s'applique aux rejets canalisés et a été vérifiée pour les émissaires Sécheur épurateur MAN1, Sécheur épurateur MAN2 et Incinérateur KBA2. Par courriel du 12/06/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de Bureau Veritas relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 105144797.3.R du 04/02/2025 - Intervention du 03/02/2025). L'examen du rapport d'essais sus-mentionné révèle que les mesures de vitesse d'éjection suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécheur épurateur MAN1 : 9,34 m/s pour une limite minimale de 8 m/s (débit supérieur à 5 000 Nm<sup>3</sup>/h).</li> <li>• Sécheur épurateur MAN2 : 14,7 m/s pour une limite minimale de 8 m/s (débit supérieur à 5 000 Nm<sup>3</sup>/h).</li> </ul> Les vitesses d'éjection sont conformes. Par courriel du 12/06/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de Bureau Veritas relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 19514952/4/1 du 28/05/2025 - Intervention du 29/04/2025 au 30/04/2025). L'examen du rapport d'essais sus-mentionné révèle que les mesures de vitesse d'éjection suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Incinérateur KBA2 : 10,9 m/s pour une limite minimale de 8 m/s (débit supérieur à 5 000 Nm<sup>3</sup>/h).</li> <li>• Sécheur épurateur MAN2 : 11,7 m/s pour une limite minimale de 8 m/s (débit supérieur à 5 000 Nm<sup>3</sup>/h).</li> </ul> Les vitesses d'éjection sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Contenu du dossier de réexamen

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/05/2017, article R. 515-72
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du dossier de réexamen
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dossier de réexamen comporte : <ol style="list-style-type: none"> <li>1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;</li> <li>2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;</li> <li>3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et</li> </ol>

les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

**Constats :**

Le dossier de réexamen a été déposé à la préfecture le 17 juin 2022. Après examen, une demande de compléments a été formulée par courrier du 13 octobre 2022. Le dossier de réexamen complété a été déposé le 24 mars 2025.

L'examen de la complétude du dossier aboutit à la conclusion que les éléments suivants sont manquants :

- le positionnement au regard de l'article R. 515-70 III c) n'est pas présent dans le dossier actualisé (manque la page 15 dans le dossier). Des éléments d'appréciation concernant cet examen sont précisés en page 25/32 du guide de mise en œuvre de la Directive sur les émissions industrielles de janvier 2020.
- L'exploitant s'est positionné vis-à-vis des BREFs secondaires et transversaux susceptibles d'être applicables aux installations incluses dans le périmètre IED. L'exploitant est également concerné par les BREFS suivants « ICS-Système de refroidissement industriel » et « ENE - Efficacité énergétique ». La comparaison entre les MTDs de ces BREFs et les installations du site n'a pas été effectuée.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a été informé des éléments manquants. Par courriel en date du 20 juin 2025, l'exploitant a transmis les éléments attendus par l'inspection. L'instruction du dossier de réexamen complété fait l'objet d'un rapport séparé de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : MTD n°16 - BREF STS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe I - Point 2.9.5.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consommation énergétique du système de réduction des COV

**Prescription contrôlée :**

Afin de réduire la consommation énergétique du système de réduction des COV, l'exploitant applique une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous :

	Technique	Description	Applicabilité
a.	Maintien de la concentration de COV dans les effluents gazeux envoyés vers le système de traitement au moyen de ventilateurs à variateur de fréquence	Utilisation d'un ventilateur à variateur de fréquence avec des systèmes centralisés de traitement des effluents gazeux afin de moduler le débit d'air pour l'aligner sur celui des gaz d'échappement des équipements susceptibles d'être en exploitation.	Uniquement applicable aux systèmes centraux de traitement thermique des effluents gazeux par procédés discontinus, comme dans l'imprimerie.
b.	Concentration interne des solvants	Les effluents gazeux sont remis en	L'applicabilité peut être limitée par des



	organiques contenus dans les effluents gazeux	circulation (en interne) dans les étuves/sécheurs et/ou les cabines de pulvérisation, ce qui a pour effet d'augmenter la concentration de COV dans les effluents gazeux et d'accroître l'efficacité du système de traitement des effluents gazeux.	facteurs liés à la santé et à la sécurité tels que la LIE, ainsi que par les exigences de qualité ou les spécifications des produits.
c.	Concentration externe, par adsorption, des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux	La concentration de solvant organique dans les effluents gazeux est augmentée par un flux circulaire continu de l'air de procédé de la cabine de pulvérisation, éventuellement combiné aux effluents gazeux des étuves/sécheurs, au moyen d'équipements d'adsorption. Ces équipements peuvent comprendre : - un adsorbeur à lit fixe de charbon actif ou de zéolithes ; - un adsorbeur à lit fluidisé de charbon actif ; - un adsorbeur à rotor utilisant du charbon actif ou des zéolithes ; - un tamis moléculaire.	L'applicabilité peut être limitée lorsque la demande d'énergie est excessive compte tenu de la faible teneur en COV.
d.	Chambre de détente (plénum) pour réduire le volume de gaz résiduaire	Les effluents gazeux provenant des étuves de durcissement/sécheurs sont envoyés dans une grande chambre (plénum), et en partie	Applicable d'une manière générale.

		remis en circulation en tant qu'air d'admission dans les étuves/sécheurs. L'air excédentaire du plénum est envoyé dans le système de traitement des effluents gazeux. Ce cycle accroît la teneur en COV de l'air des étuves/sécheurs et réduit le volume de gaz résiduaire.	
--	--	---	--

#### Constats :

L'examen du dossier de réexamen et de ses compléments met en évidence que le positionnement de l'exploitant sur les techniques mises en œuvre pour le traitement des COVs issus de la KBA2 n'est pas explicite.

Par courriel en date du 20 juin 2025, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées qu'un ventilateur à variateur de fréquence serait installé au sein de la KBA2 afin de respecter cette meilleure technique disponible (a). Le respect de cet engagement sera vérifié lors de la prochaine visite d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : MTD n°19 - BREF STS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe I - Points 2.9.6 et 3.10.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Efficacité énergétique et Consommation spécifique d'énergie

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise efficacement l'énergie par la mise en place d'un plan d'efficacité énergétique et d'un bilan énergétique tels que décrits ci-dessous au a et au b :

Technique	Description	Applicabilité	
Techniques de gestion			
a.	Plan d'efficacité énergétique	Un plan d'efficacité énergétique fait partie du système de management environnemental et implique de définir et calculer la consommation d'énergie spécifique	Le niveau de détail et la nature du plan d'efficacité énergétique ainsi que le bilan énergétique sont, d'une manière générale, fonction de la nature, de la taille et de la complexité de

		de l'activité (ou des activités), de déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés (par exemple, MWh/tonne de produits) et de prévoir les objectifs d'amélioration périodique et les actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'unité sur les plans du ou des procédés mis en œuvre, des matériaux, des produits, etc.	l'installation ainsi que des types de sources d'énergie utilisés. Peut ne pas être applicable si l'activité STS est réalisée dans une installation plus vaste, à condition que le plan d'efficacité énergétique et le bilan énergétique de cette installation plus vaste prennent suffisamment en compte l'activité STS.
b.	Bilan énergétique	Etablissement, une fois par an, d'un bilan énergétique fournissant une répartition entre la consommation et la production d'énergie (y compris l'exportation d'énergie) par type de source (par exemple, électricité, combustibles fossiles, énergies renouvelables, chaleur importée et/ou refroidissement). Comprend notamment : i) la définition du périmètre de l'énergie couvrant l'activité STS ;ii) des informations sur la consommation d'énergie exprimée en énergie fournie ;iii) des informations sur l'énergie exportée à partir de l'unité ;iv) des informations sur le flux d'énergie (par exemple, diagrammes	

		thermiques ou bilans énergétiques), montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé. Le bilan énergétique est adapté aux spécificités de l'unité quant au(x) procédé(s) mis en œuvre, des matériaux, des produits, etc.	
--	--	--	--

L'exploitant respecte les niveaux de performance environnementale pour la consommation spécifique d'énergie suivants :

Secteur	Type de produit	Unité	Niveaux d'efficacité énergétique(moyenne annuelle)
Impression sur rotative offset à sécheur thermique	Tous les types de produits	Wh/m <sup>2</sup> de surface imprimée	14

#### Constats :

L'examen du dossier de réexamen complété (2<sup>e</sup> version) met en évidence que le positionnement de l'exploitant sur les techniques mises en œuvre pour utiliser efficacement l'énergie n'a pas été actualisé par rapport à la première version du dossier.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées qu'un bilan énergétique sur l'année 2024 avait été établi.

Par courriel en date du 20 juin 2025, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées qu'il s'engageait à mettre en œuvre les techniques a) et b) ainsi qu'une combinaison des techniques c à h) qui sont listées à la MTD 19.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 7 : Modification des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remplacement de l'installation de traitement des rejets issus de la KBA2
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Le dossier de réexamen complété et déposé le 24 mars 2025 mentionne que l'oxydateur thermique

<p>raccordé à la rotative Offset KBA2 a été remplacé par un nouvel oxydateur thermique plus adapté.</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la mise en service du nouvel oxydateur a été réalisée courant mars 2025. Les travaux ont duré une quinzaine de jours ;</li> <li>l'ancien oxydateur thermique a été démantelé au cours de la même période.</li> </ul> <p>Il convient que l'exploitant transmette, <u>sous un délai de trois mois</u>, un dossier de porter à connaissance comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>motivation de cette modification,</li> <li>détails sur l'installation de traitement (technologie, installation raccordée, ...),</li> <li>évolution des rejets par rapport à la situation actuelle (hauteur de cheminée, vitesse d'éjection, débit nominal, débit maximal, rendement, qualité des rejets, ...),</li> <li>les justificatifs d'élimination des déchets associés à l'ancien oxydateur thermique (notamment les céramiques usagées).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Interdiction d'utiliser des huiles minérales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, MOSH / MOAH
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application des articles D. 543-45-1 et D. 543-213 du code de l'environnement, les substances concernées par l'interdiction d'utiliser des huiles minérales sont :</p> <p>1° Les hydrocarbures aromatiques d'huile minérale (MOAH) comprenant de 1 à 7 cycles aromatiques ;</p> <p>2° Les hydrocarbures saturés d'huile minérale (MOSH) comportant de 16 à 35 atomes de carbone.</p> <p>Jusqu'au 31 décembre 2024, l'interdiction d'utiliser des huiles minérales s'applique lorsque la concentration en masse dans l'encre des hydrocarbures aromatiques d'huile minérale (MOAH) est supérieure à 1 %.</p> <p>A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'interdiction d'utiliser des huiles minérales s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les hydrocarbures aromatiques d'huile minérale (MOAH), lorsque la concentration en masse dans l'encre de ces substances est supérieure à 0,1 % ou que la concentration en masse dans l'encre des composés de 3 à 7 cycles aromatiques est supérieure à une partie par million (ppm) ;</li> <li>- pour les hydrocarbures saturés d'huile minérale (MOSH), lorsque la concentration en masse dans l'encre de ces substances est supérieure à 0,1 %.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare qu'il a bien connaissance des dispositions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2022. L'exploitant précise que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les encres respectant une teneur maximale de 1,5 % d'hydrocarbures saturés d'huile minérale (MOSH) et de 1 % d'hydrocarbures aromatiques d'huile minérale (MOAH) sont utilisées sur le site.</p> <p>Des tests ont été effectués avec des encres respectant le seuil de 0,1 % en MOSH et MOAH au cours des mois d'octobre et novembre 2024. Malgré une brillance de l'encre légèrement plus faible, l'exploitant déclare que ces encres peuvent être employées au sein des installations du site. L'exploitant précise que ces encres sans MOSH/MOAH (teneur inférieur à 0,1%) coûtent 70 % plus cher que les encres utilisées depuis le 1 janvier 2023.</p>

<p>L'exploitant déclare :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• qu'à ce jour, ces encres (sans MOSH/MOAH) ne sont pas utilisées sur le site de Laval car le surcoût associé à ces encres n'est pas accepté par les clients ;</li> <li>• que les fournisseurs actuels d'encres de la société IMAYE se situent en Allemagne et que les contraintes associées à la qualité des encres sont moins fortes en Allemagne.</li> </ul> <p>Au cours de la visite d'inspection, une Fiche de Données de Sécurité d'une encre employée sur le site a été consultée. Celle-ci datait de 2019. <u>Il convient de transmettre une FDS actualisée et les attestations de respect des teneurs actuelles en MOSH/MOAH par les fournisseurs d'encres.</u></p> <p>Il convient que l'exploitant définisse un échéancier de mise en œuvre de l'utilisation de ces encres sans huiles minérales au sein de son process afin de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Protections des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de base
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les sondages S4 et S6, réalisés dans le cadre de l'élaboration du rapport de base n° IC 140264 du 29 septembre 2014 par le bureau d'études IDDEA, ont détectés une pollution du sol superficielle par des hydrocarbures ; l'exploitant réalise au moins 3 sondages complémentaires autour de S4 et de S6 afin de déterminer l'extension latérale des deux anomalies détectées.</p> <p>Ces 6 sondages complémentaires sont réalisés dans un délai de 2 ans et y sont recherchés pour le moins les paramètres caractérisant les anomalies.</p> <p>Lorsque l'extension des anomalies est suffisamment reconnue, l'exploitant étanchéifie la surface susceptible d'infiltrer des eaux de ruissellement ou de lavage capables de propager les pollutions reconnues.</p> <p>En ce qui concerne l'anomalie détectée par le sondage S2 à l'intérieur du bâtiment, l'exploitant réalise une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) dans un délai de 2 ans afin de vérifier la compatibilité entre l'usage du sol et les émanations dont il pourrait être à l'origine.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées d'éventuelles actions réalisées en lien avec cette disposition. L'exploitant est tenu d'engager les actions mentionnées au présent article contrôlé.</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de deux mois un bon de commande signé pour la réalisation de l'ensemble des prestations. Les résultats de ces investigations sont communiqués à l'inspection des installations classées sous un délai de deux mois après la transmission du bon de commande signé. Dans le cas où ces actions correctives ne seraient pas mises en œuvre, l'inspection des installations classées proposera à Mme la Préfète de la Mayenne un arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°7 : Modification des conditions d'exploitation



IMG\_20250612\_110437



IMG\_20250612\_110439